

"Unifier l'Europe" dans Le Peuple (29 avril 1948)

Légende: Le 29 avril 1948, Victor Larock, rédacteur en chef du quotidien socialiste belge Le Peuple, explique les grandes lignes de l'idée européenne telle que soutenue par les partis socialistes et décrit les travaux de la Conférence socialiste internationale pour les États-Unis d'Europe.

Source: Le Peuple. Organe du Parti socialiste belge. 29.04.1948, n° 120; 64e année. Bruxelles.

Copyright: (c) Le Peuple

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"unifier_1_europe"_dans_le_peuple_29_avril_1948-fr-8466ad78-7d26-43df-9775-2695b42b75f5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Unifier l'Europe

L'idée des Etats-Unis d'Europe est une vieille idée française. C'est même une idée de poète. Le 1^{er} août 1852, Victor Hugo, expulsé de Belgique, s'écriait au moment de s'embarquer à Anvers : « Amis, la persécution et la douleur, c'est aujourd'hui ; les Etats-Unis d'Europe, c'est demain ! » Et quelques années plus tard, reculant un peu l'échéance mais d'autant plus sûr de sa prophétie, il exaltait « ce fait superbe que le vingtième siècle verra : l'embrassement des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis d'Europe »...

Depuis lors, l'idée a connu quelques vicissitudes. Reprise par Briand au lendemain de l'autre guerre, elle a alimenté la littérature politique pendant plusieurs années. Du moins, sur le continent : les Anglais, en général, réservaient leur avis.

C'est pourtant M. Winston Churchill qui, aux heures critiques de 1940, tint le langage d'un vrai Européen : hélas, la France à laquelle il s'adressait était hors d'état de l'entendre.

Il y a deux ans, M. Churchill est revenu à la charge. Lui aussi est poète, il a de la mémoire, et il anticipe volontiers. Il n'est du reste pas certain qu'il fut tellement en avance, cette fois, sur ses amis et ses adversaires, tant en Grande-Bretagne qu'en France. Ici et là, et dans la masse de la population comme dans les cercles dirigeants, les nouvelles menaces de guerre provoquaient des réactions, sans doute confuses et contradictoires, mais propices dans leur ensemble au resserrement d'une solidarité internationale à la fois moins théorique et mieux circonscrite que celle dont l'O.N.U. n'est encore que le symbole.

Entretemps, l'Europe – l'Europe libre – avait vu se réduire notablement son étendue, ses ressources et ses forces. Elle n'était plus, littéralement, que ce « petit cap de l'Asie » dont a parlé un autre poète, d'une Asie qui dicte maintenant sa voix en dehors des frontières de l'U.R.S.S., à 100 millions d'Européens.

« S'unir ou périr » ; il est normal qu'un réflexe salutaire – dans la mesure où notre salut dépend encore de nous – se soit produit en France. Ce sont nos camarades français, immédiatement approuvés par le Labour Party, qui ont pris l'initiative d'inscrire l'unification européenne parmi les premiers objectifs immédiats du socialisme international.

L'accord s'est fait rapidement. Sous la présidence de Guy Mollet, aux côtés duquel siégeaient Hugh Dalton, Julius Deutsch, Saragat et Max Buset, tous les partis représentés à Paris, samedi et dimanche, ont adopté le programme dont Léon Blum, au début de la Conférence, avait tracé les lignes directrices. Nous en avons publié le texte dans notre édition d'hier.

Les principes sont nets : unification économique d'abord, sociale et politique ensuite ; obligation de régler en commun les problèmes essentiels de la production, du plein emploi, du relèvement des standards de vie ; nécessité d'une planification étendue à tous les pays bénéficiaires des crédits américains et ouverte aux échanges avec le reste du monde, sans aucune condition restrictive ; priorité des réformes de structure indispensables au progrès social comme à la restauration économique, c'est-à-dire, en définitive, au maintien de la démocratie et de la paix.

La Conférence a fait œuvre pratique. Elle a décidé de créer, à Paris, un Centre socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, dont la mission sera d'assurer la liaison entre les partis et de coordonner leurs efforts, en connexion avec l'activité du Conseil intergouvernemental de l'E.R.P., qui siège également à Paris.

D'autre part, les socialistes des cinq pays unis par le pacte occidental constitueront une section particulière, en contact constant avec le COMISCO de Londres, et dont le secrétariat sera établi à Bruxelles. A ceux-ci, il appartiendra de contribuer, de tous les moyens en leur pouvoir, à transformer l'alliance politique, économique et militaire récemment conclue entre la France, la Grande-Bretagne et les pays de Benelux en une entente plus vaste, à laquelle coopéreront naturellement les pays d'outre-mer associés à l'Europe par des liens d'allégeance.

Il est évident que l'unité européenne ne se réalisera progressivement qu'avec l'appui de la classe ouvrière,

mais évident aussi que le socialisme démocratique doit conjuguer désormais son action avec celle de toutes les forces internationales et authentiquement démocratiques où réside, dès à présent, une essence de souveraineté supérieure aux pouvoirs nationaux.

Dégager cette souveraineté, affirmer ses prérogatives, la faire prévaloir peu à peu sur les régimes locaux et les groupements d'intérêts particuliers : rien n'est plus conforme que cette tâche à la tradition socialiste. Etant bien entendu que celle-ci n'a rien de commun avec les préoccupations de quelques-uns des « croisés » de M. Churchill, et que l'union internationale des travailleurs – nos amis français y ont insisté – reste la condition primordiale de toute organisation durable, de toute fédération des peuples occidentaux.

Victor LAROCK.